

L'Europe et les Départements français d'Outre-mer

INFORUP

Semaine du 5 au 9 septembre 2016

DE NOUVEAUX PARLEMENTAIRES S'INSURGENT CONTRE L'ACCORD ENTRE L'UE ET L'EQUATEUR : Les négociations entre l'Union européenne et l'Equateur en vue d'un accord commercial qui pourrait entrer en vigueur dès le 1er janvier 2017 continuent d'être la source de critiques de la part de parlementaires communautaires comme nationaux, attentifs au sort de la production européenne de bananes. L'aspect qui cristallise les objections est le mécanisme de stabilisation pour la banane, pensé pour décourager les producteurs de pays tiers à exporter leurs produits au-delà des contingents agréés. Tout comme les eurodéputés espagnols Gabriel MATO, Juan Fernando LÓPEZ AGUILAR et Inmaculada RODRÍGUEZ-PIÑERO, les eurodéputés français Éric ANDRIEU (vice-président de la Commission Agriculture du Parlement européen), Louis-Joseph MANSCOUR et Emmanuel MAUREL ont déclaré qu' « il est fondamental de renforcer les mesures protectrices existantes, tout en réfléchissant à une compensation financière, afin de préserver la production européenne ». Ils relèvent que le mécanisme de stabilisation pour la banane n'est pas opérant. Louis-Joseph MANSCOUR rappelle l'importance de ce dispositif face à la concurrence déloyale des producteurs étrangers qui « bénéficient à l'évidence de coûts de productions dérisoires comparés à la banane antillaise ». Dans le même temps, le Sénateur français Jean BIZET, Président de la Commission des affaires européennes, a écrit le 8 septembre au Commissaire européen chargé de l'agriculture, Phil HOGAN au sujet des dysfonctionnements du mécanisme de stabilisation. Ce sujet très sensible ne manquera pas d'être abordé lors de la rencontre de M. HOGAN avec les producteurs européens de bananes et les eurodéputés la semaine prochaine à Strasbourg.

INQUIETUTES DES DÉPUTÉS CONCERNANT LES MODALITÉS DU PROGRAMME D'APPUI A LA REFORME STRUCTURELLE : Malgré une relative adhésion des députés affichée lors de la commission du développement régional le jeudi 8 septembre dernier concernant le programme d'appui à la réforme structurelle pour la période 2017-2020, nombreux d'entre eux se montrent préoccupés par le mode de financement de ce dernier. La très grande majorité des députés craint, en effet, que ce programme d'appui marque un précédent pour l'avenir de la politique de cohésion, celle-ci étant menacée de devenir une sorte de « *réserve de financement* » pour d'autres politiques comme l'a précisé Younous

OMARJEE (GUE/NGL, français). Les deux rapporteurs, Lambert van NISTELROOIJ (PPE, néerlandais) et Constanze KREHL (S&D, allemande) ont donc voulu clarifier le projet de la Commission et ont intégré aux objectifs prévus ceux de la politique cohésion tout en veillant à ne pas surréglementer. Pour rappel, le programme d'appui prévoit une enveloppe financière d'un peu moins de 143 millions d'euros pour une durée de 4 ans, qui serait ponctionnée à la demande de l'État membre sur les ressources allouées à l'assistance technique des fonds. Cette demande pourrait être faite dans le cadre du processus de gouvernance économique. Le programme d'appui serait destiné aux réformes institutionnelles, administratives et structurelles des États membres en lien avec les recommandations faites pays par pays dans le cadre du 'Semestre européen'. Les députés ont jusqu'au mercredi 14 septembre midi pour déposer leurs amendements.

LA COMMISSION DETERMINEE A POURSUIVRE LES NEGOCIATIONS DU TTIP MALGRE LA POSITION AFFICHEE PAR LA FRANCE : En visite à Paris, le vendredi 2 septembre dernier, le commissaire aux Affaires économiques, Pierre MOSCOVICI, a jugé qu'il n'était « pas pertinent de suspendre » les négociations TTIP, appelant la France à les poursuivre et à rehausser ses exigences vis à vis de Washington. Faisant fi des signaux contradictoires ou des critiques émanant des capitales de l'UE à l'encontre des négociations TTIP, le président de la Commission, Jean-Claude JUNCKER, a lui aussi montré sa détermination, en marge du sommet du G20 à Hangzhou, les 4 et 5 septembre, à garder le cap sur le TTIP. L'UE « continuera de négocier », a-t-il affirmé dimanche, soulignant que le mandat de la Commission restait « pleinement valable ». « Lors du dernier Conseil européen en juin, j'ai demandé à l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement s'ils voulaient que l'on poursuive les négociations. La réponse fut un "oui" unanime.(...) Soutenir son économie, fixer les règles du jeu sur la base d'un mandat, c'est ce que l'UE fait le mieux. Nous voulons nous assurer que les accords de libre-échange respectent les principes de base et les normes élevées que les citoyens européens attendent de nous. Le libre-échange doit être du commerce équitable », a-t-il insisté lundi, à l'issue du sommet de Hangzhou.

ACCORDS COMMERCIAUX : L'AUSTRALIE SOUHAITE DEMARRER LES NEGOCIATIONS DE LIBRE-ECHANGE AVEC L'UE DES LE PREMIER SEMESTRE 2017 : Lors de sa visite à Bruxelles jeudi 8 septembre, le ministre australien du Commerce, Steven CIOBO, a exprimé la volonté de l'Australie d'entamer des négociations de libre-échange avec l'UE au cours du premier semestre 2017, sur la base de l'exercice de cadrage qui sera finalisé d'ici fin 2016. « Nous devons trouver des moyens novateurs d'améliorer les possibilités de croissance. À cet égard, l'Australie est un ardent défenseur des avantages du libre-échange et d'un accord entre l'UE et l'Australie. » a-t-il expliqué. Une étude d'impact est en cours au niveau européen.

AGRICULTURE: ADOPTION D'UNE NOUVELLE DECLARATION DE CORK SUR LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE L'UE : 20 ans après la première déclaration de Cork adoptée en 1996 une nouvelle déclaration sur la politique de développement rural de l'UE a eu lieu dans la même ville d'Irlande le mardi 6 septembre, sous le titre « *Une*

vie meilleure dans des zones rurales ». Sur la période 2014-2020, les programmes de développement rural représentent au total des investissements de 161 milliards d'euros de fonds publics, dont 99,6 milliards de fonds européens. La nouvelle déclaration se décompose en dix points : promotion de la prospérité rurale (notamment approche intégrée, diversification) ; renforcement de la chaîne de valeur rurale (économie verte, qualité des produits, outils de gestion des risques) ; investissement pour la viabilité et la vitalité des zones rurales (services publics et privés, infrastructures, meilleur lien entre zones rurales et urbaines, emplois bien rémunérés pour inciter les jeunes à rester en zone rurale) ; préservation de l'environnement rural (gestion des sols, promotion des produits alimentaires) ; gestion des ressources naturelles ; action pour le climat ; - connaissance et innovation ; - gouvernance rurale ; - simplification ; - performance. Czesław Adam SIERKERSKI (PPE, polonais), président de la commission de l'agriculture du Parlement européen, a insisté sur le problème généré par l'exode rural et a reconnu que le niveau de vie s'était amélioré dans les campagnes tout en soulignant l'importance d'accroître la disponibilité des technologies de l'information dans les zones rurales. M. SIERKERSKI a aussi insisté sur la nécessité de lutter contre les pratiques commerciales déloyales. Phil HOGAN, commissaire européen à l'Agriculture, a estimé notamment qu'il fallait trouver des moyens de réduire la complexité des règles de la politique de développement rural. Gabriela MATEČNÁ, présidente en exercice du Conseil, a déclaré qu'il fallait améliorer l'équilibre entre financement public et financement privé et a conseillé d'utiliser davantage les instruments financiers et d'en faire plus en matière de simplification des règles de la PAC.

AGENDA DE LA SEMAINE DU 12 AU 16 SEPTEMBRE 2016

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	CONSEIL DE L'UE	MINISTÈRES FRANÇAIS
Lundi 12/09	Session plénière (cohésion)	Etat de l'Union 2016	Réunion informelle des ministres européens de l'Agriculture, du 11 au 13 septembre, à Bratislava, consacrée notamment au renforcement de la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.	
Mardi 13/09	Session plénière (vote sur le rapport LANGE « Statistiques relatives au commerce extérieur avec les pays tiers (pouvoirs délégués et	Etat de l'Union 2016	Réunion informelle des ministres européens de l'Agriculture, du 11 au 13 septembre, à Bratislava, consacrée notamment au renforcement de la	

	compétences d'exécution) » ; déclaration sur l'accord UE/ CDAA)		position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.	
Mercredi 14/09	Session plénière (pêche)	Etat de l'Union 2016 Le Commissaire chargé de l'agriculture, Phil HOGAN, rencontre l'Association des producteurs européens de bananes (APEB)		
Jeudi 15/09	Session plénière			
Vendredi 16/09				